

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 37 (1979)

Heft: 2

Artikel: La crise, une occasion de repenser nos options fondamentales

Autor: Jenny, A.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-138326>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 17.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

La crise, une occasion de repenser nos options fondamentales

A. Jenny,
ingénieur, Dr HEC,
Lausanne

Le présent numéro est consacré aux mutations actuelles de l'industrie en Suisse, et plus particulièrement en Suisse romande.

Depuis quelques années, la certitude de nos autorités sur le maintien du plein emploi s'est ébranlée. Certes, notre taux de chômage reste très faible par rapport aux pays voisins. Mais la tendance est défavorable¹: «L'industrie suisse et l'industrie romande en particulier sont vouées à une lente disparition si les grands traits de la situation économique générale actuelle se maintiennent.»

Comme le relèvent Charles Tavel² et Marian Stepczynski¹, la très faible croissance de la demande de produits industriels dans le monde industrialisé, la hausse du cours du franc suisse, sont deux facteurs qui pèsent lourdement sur notre compétitivité industrielle. A cela s'ajoutent la concurrence des pays du tiers monde et le «dumping» pratiqué par de nombreux pays industriels pour maintenir l'emploi chez eux et freiner la montée de la violence due au chômage. Après avoir été quasi inexistant sur le marché des produits manufacturés, les premiers cherchent à tirer un meilleur parti de leurs ressources naturelles, en s'industrialisant et en exportant; quant aux seconds, ils préfèrent accorder d'importantes subventions à leurs clients, et vendre à perte, plutôt que d'assurer le salaire des chômeurs.

Pour rester compétitives, les grandes entreprises suisses transfèrent des productions à l'étranger, cherchent à rationaliser et à automatiser ce qui peut encore l'être, un gros effort ayant déjà été accompli dans ce domaine.

Quant au secteur des services, il est solidaire malgré lui du reste de l'économie et n'enregistre plus les mêmes taux de profits que précédemment: à titre d'exemple, la plupart des grandes banques suisses ont annoncé une baisse de leurs bénéfices en 1978. Il s'ensuit également, sous la pression des circonstances, la nécessité de rationaliser et d'automatiser, d'où des compressions de personnel prévisibles.

Et voilà que notre bastion du plein emploi, la Suisse, est touché à son tour, malgré la politique de prudence de nos autorités, qui avaient d'abord exporté le chômage, en renvoyant une partie des travailleurs étrangers de Suisse.

Faudra-t-il donc, comme l'évoquent certains auteurs, augmenter encore l'effectif des fonctionnaires et créer de nouveaux besoins collectifs pour pouvoir ensuite les satisfaire? Suivrons-nous le scénario du «holding Schweiz» décrit par M. Stepczynski, qui prévoit qu'après avoir protégé l'agriculture, et à la demande des petites et moyennes entreprises, la Confédération développera un protectionnisme à l'égard de l'industrie, la Suisse devenant une vaste société de services comprenant des fonctionnaires privés et des fonctionnaires d'Etat; tout esprit d'entreprise et d'initiative ayant définitivement disparu, les derniers entrepreneurs restant des personnes égarées dans un monde totalement bureaucratisé.

Il est temps de se poser certaines questions fondamentales qui, certes, ne pourront être résolues du jour au lendemain, et que de nombreux citoyens se posent déjà. Les dernières votations, en particulier la controverse soulevée par l'initiative de «contrôle démocratique du nucléaire» ont bien prouvé qu'il y a un malaise que d'aucuns voudraient ramener à une simple confrontation des partis de l'ordre contre les gauchistes. Il existe en réalité de nombreux partisans de notre démocratie qui ne sont pas gauchistes mais qui se posent les mêmes questions:

- la volonté d'industrialisation massive de tous les pays du monde et la concurrence qui en résulte sont-elles compatibles avec le libre-échange, ou faut-il suivre l'économiste français J.-M. Jeanneney³ qui propose un retour au protectionnisme? Autrement dit, la lenteur des économies occidentales à sortir réellement de la crise de 1974-1975, est-elle simplement le signe d'une convalescence: ou est-elle au contraire révélatrice d'un mal profond qui ne pourra être guéri qu'en remettant en cause les idées reçues et en imaginant des politiques nouvelles quant à la structure des entreprises, les conditions de concurrence et la répartition des revenus? Et le commerce international qui va s'intensifiant de façon désordonnée ne limite-t-il pas les possibilités d'action? Faut-il continuer à penser que les échanges internationaux, qui accentuent les spécialisations, sont bénéfiques pour quiconque?
- En ce qui concerne la Suisse, et en admettant que cela soit possible dans un pays dépourvu de matières premières et dont la seule ressource est le travail de ses citoyens, doit-on maintenir nos traditions exportatrices, ou revenir malgré tout au protectionnisme?
- Peut-on continuer à gaspiller les matières premières et l'énergie, pourtant en quantités limitées, sans entraîner une multiplication de crises et de chantages à la pénurie, voire de guerres?

Le rapport publié en 1972 par des chercheurs du MIT pour le Club de Rome, intitulé «*Les limites de la croissance*», a rappelé que si l'on continue à augmenter la consommation de pétrole et de gaz naturel, d'étain et de zinc, et d'autres matières premières, les ressources seront épuisées dans quelques décennies. Les pays du tiers monde, qui n'ont pas encore eu le temps de tirer vraiment parti des richesses accumulées dans leur sous-sol, pour améliorer le niveau de vie de leurs populations, ne vont-ils pas chercher à freiner la consommation pour en tirer des revenus peut-être plus modestes, mais qu'ils auront le temps d'intégrer dans leur circuit économique? et ne chercheront-ils pas à prolonger leurs revenus au-delà des vingt prochaines années?

Vu sa situation, la Suisse ne doit-elle pas justement être à l'avant-garde d'un nouvel ordre économique international basé sur davantage d'échanges de matière grise et moins de circulation de matières premières et d'énergie?

- Faut-il recourir massivement à des sources alternatives d'énergie, quels qu'en soient les risques et les inconvénients, ou plutôt mettre l'accent sur l'économie?
- Faut-il rationaliser, pour défendre la compétitivité de l'industrie, et réadapter le nombre total des heures de travail aux besoins réels des secteurs primaire, secondaire, tertiaire et quaternaire, ou mener un combat retardateur contre l'amélioration de la productivité pour défendre le plein emploi?

- La plus fondamentale de toutes les questions: la croissance est-elle vraiment une condition nécessaire au maintien du niveau de vie? De nombreuses voix d'écologistes se sont fait entendre pour affirmer que le maintien ou l'amélioration du niveau de vie peut être compatible avec une croissance zéro. A l'inverse, l'économie classique préconise que la croissance de la consommation, donc de la production est nécessaire pour donner du travail à tout le monde, donc pour rendre les gens heureux. Mais la croissance à tout prix signifie création de besoins, gaspillage de l'énergie et des matières premières, pourtant limitées, fabrication d'objets vite détruits, ce qui permet de les renouveler, en bref incitation au gaspillage. Elle signifie aussi amélioration permanente de la productivité, donc automatisation, donc diminution du nombre d'emplois, alors que plus aucun homme politique ne fait un discours sans assurer qu'il va prendre des mesures pour défendre l'emploi.

Pour notre part, nous pensons que la seule chance de l'industrie suisse réside dans l'augmentation des performances de ses produits, en recherchant d'abord *des produits durables*, intégrant le moins possible de matières premières et d'énergie et beaucoup de matière grise. En effet, il est probable que nous assisterons de toute façon à une diminution de la croissance et à une tendance vers une croissance faible ou nulle. En prenant l'hypothèse d'une croissance zéro, on s'aperçoit que la seule solution pour défendre le maintien du niveau de vie, seul véritable objectif (*la croissance ou le plein emploi n'étant que des moyens*), est de substituer des notions qualitatives à des notions quantitatives. Autrement dit, les notions d'économie et d'investissement doivent prendre la place de celles de consommation et de gaspillage. Produire moins de biens dont la durée de vie soit plus longue devrait permettre de passer progressivement de la croissance forcenée à la croissance douce. Cela s'accompagne d'une réorientation de notre population active vers des métiers de l'artisanat, afin de fabriquer des produits de grande qualité en petites séries plutôt que de rechercher la solution aux problèmes de l'emploi dans la multiplication des bureaucraties fonctionnarisées, censés satisfaire de nouveaux «besoins sociaux». Ce n'est certes pas la solution, car nous souffrons déjà d'une collectivisation qui gagne de jour en jour, propagée par des technocrates centralisateurs soi-disant défenseurs de la démocratie libérale. Et il ne faut pas oublier que la plupart des services publics ne sont pas «créateurs de richesses», mais simplement «redistributeurs de richesses créées par le secteur privé». Continuons dans la voie actuelle du rapport économie privée — secteur public, et il n'y aura plus rien à redistribuer!

Il faut à ce propos relever que le produit national brut prend en compte toutes les activités qui correspondent à un travail rétribué, qu'elles aient une incidence positive, négative ou nulle, et les additionne! Il est donc urgent de réintroduire une appréciation qualitative des fonctions et de n'encourager que celles qui créent ou aident véritablement à créer des richesses. Sinon, augmenter le PNB reviendra bientôt à partager la population en personnes qui détruisent un objet, d'autres qui le reconstruisent, et des troisièmes qui coordonnent le travail des deux premières catégories.

Bien sûr, on ne peut pas optimiser simultanément tous les facteurs. Notre proposition vise le maintien du «bien-être», non celui du «plein emploi». Peut-être faudra-t-il revenir à des emplois du temps variables, puisque les gens devront travailler pour satisfaire des besoins, tandis que le postulat actuel pose la création de besoins pour occuper une certaine population pendant un temps défini et fixé a priori.

Il faudra davantage faire preuve d'imagination, donc encourager l'esprit d'entreprise et le libéralisme, plutôt que de laisser un Etat envahissant multiplier les règles et les contrôles: produits nouveaux, dont la qualité soit toujours meilleure, intégration de la politique des produits dans une philosophie des *biens durables* et d'excellents services après-vente. Telles sont les options auxquelles devront satisfaire les entreprises suisses pour lutter contre la crise.

Certaines industries ont mis depuis longtemps cette politique en pratique et ont pu supporter les hausses dues aux variations monétaires: c'est le cas en particulier dans l'industrie des machines-outils, où chaque machine est adaptée exactement à la demande du client, et où il s'agit en fait d'une vente combinée d'un produit et d'un service. Pour le client, qui désire usiner une pièce à une cadence, avec une précision et une fiabilité données, le prix est alors un facteur moins important que s'il achète un produit de série, où la concurrence avec l'ensemble des pays industrialisés ou en voie d'industrialisation se fait sentir (exemple de la montre).

Ainsi que le relève Ch. Tavel dans ce numéro, la solution des problèmes passe donc par l'innovation. Mais qui va financer ce redéploiement de l'industrie, et plus particulièrement de la petite et moyenne entreprise, la recherche d'innovations et de produits plus durables, nécessaires à leur survie?

L'industrie, fortement éprouvée par la crise et le haut niveau du franc suisse, ne dispose plus des moyens d'autofinancement nécessaires. Il reste donc le seul secteur prospère, et qui a largement profité des spéculations monétaires sur le franc suisse, les banques. C'est un devoir de solidarité pour elles de soutenir le secteur industriel, et l'on voit avec satisfaction que certaines banques ont pris ce chemin par le biais de plus larges facilités de crédit. Encore manque-t-il une structure de financement permettant de prendre des participations pour aider à la création et au développement d'entreprises nouvelles qui n'offrent pas de garanties suffisantes aux yeux d'une banque commerciale. Quelle sera la nature exacte d'une telle structure, nous espérons que notre économie libérale saura en imaginer les options et en dégager les moyens.

Quant à l'Etat, il ne faut pas toujours se tourner vers lui, car c'est ainsi qu'il s'hypertrophie. Peut-être faut-il lui reconnaître le rôle de veiller à ce qu'une péréquation réelle s'établisse et que la solidarité nationale entre les différents secteurs ne reste un vain mot. Mais il faut se garder de suivre le chemin de nombreux pays où la collectivité publique prend en charge toutes les entreprises privées déficitaires. Ce n'est pas en devenant un gestionnaire d'entreprise plus incomptent que les entrepreneurs privés que l'Etat jouera son rôle, mais en restant au-dessus de la mêlée, en promouvant des politiques d'incitation et d'encouragement, à la limite en prélevant un impôt de solidarité pour aider à réorienter des entreprises en difficultés et à en créer de nouvelles.

En résumé, nous ne préconisons ni révolution, ni rupture du processus de croissance, mais un recours accru à l'imagination, à l'esprit d'entreprise, en vue de stopper une évolution dangereuse vers l'emprise toujours plus lourde de l'Etat. Et d'autre part, un développement économique qui ne soit plus uniquement fondé sur la croissance quantitative mais sur une recherche d'une véritable qualité de la vie: il est clair que cela s'accompagnera d'un respect accru de notre environnement naturel, d'un effort important pour diminuer la pollution et économiser les matières premières et l'énergie; il n'est

toutefois pas question de renoncer pour cela à certains progrès très réels que la civilisation industrielle précédente nous a amenés. Il faudra simplement trouver un compromis valable entre deux aspirations partiellement contradictoires, et faire preuve d'imagination pour substituer à un modèle qui nous régit actuellement, un modèle qui prenne en compte les indispensables réorientations.

¹ Référence à l'article de Marian Stepczynski, RES n° 2/79.

² Référence à l'article de Charles Tavel, RES n° 2/79.

³ Jean-Marcel Jeanneney: «*Pour un nouveau protectionnisme*», Ed. du Seuil, Paris, 4^e trimestre 1978.